

LA JEUNESSE
AFRICAINNE :
MIGRATION
FAUTE D'EMPLOIS ?

—

Session 1 - Réalités des migrations africaines

POURQUOI CE SUJET

La question des migrations africaines suscite trop souvent des réactions émotionnelles, fondées sur de nombreux préjugés qu'il convient de corriger

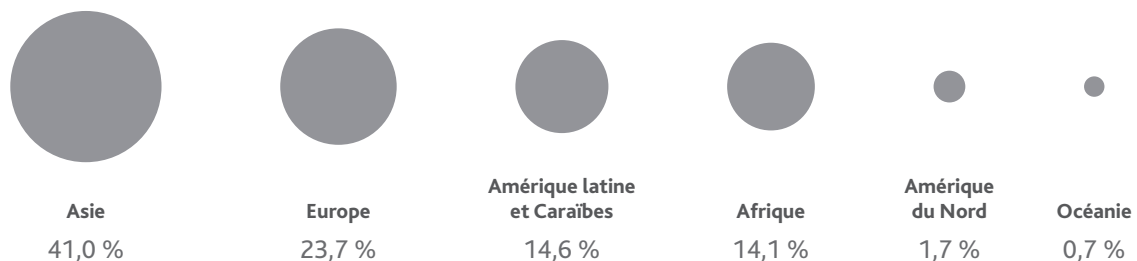
- C'est un sujet sur lequel circulent beaucoup d'idées fausses adossées à des données parcellaires et présentées de manière partielle.
- Or de mauvaises données au départ conduisent inévitablement à de mauvaises politiques, au mieux inefficaces.
- D'où l'intérêt d'un débat franc et ouvert, adossé à des données factuelles.

Ainsi :

- Il n'y a pas eu d'« explosion récente du phénomène migratoire »
 - Les migrations font partie intégrante de l'histoire de l'humanité et ont contribué à façonner la plupart des nations.
 - L'importance des migrations n'a pratiquement pas évolué depuis 1990, passant de 2,9 % de la population mondiale à 3,4 % en 2017.
- Les migrants africains ne sont pas en train de « déferler » sur le monde ou sur le continent européen
 - Le nombre total de migrants africains s'élevait à 36,3 millions en 2017.
 - Cela ne représente que 14 % environ de la population migrante à l'échelle mondiale, soit une proportion bien inférieure à celle constituée par les migrations asiatiques ou européennes (41 % et 24 % respectivement).
 - En 2017, les dix principaux flux migratoires en provenance du continent africain étaient inférieurs à l'unique flux migratoire du Mexique vers les États-Unis.

Régions du monde : % de la population mondiale de migrants par région d'origine (2017)

Source : MIF fondé sur UNDESA



- L'Afrique ne connaît pas « un exode massif »
 - Environ 70 % des migrants en provenance d'Afrique subsaharienne demeurent sur le continent africain.
 - Qui plus est, l'Afrique elle-même accueille une part croissante de la population de migrants : soit, en 2017, 67 % de migrants de plus par rapport à l'an 2000, majoritairement originaires du continent.

- Les migrants africains ne sont pas majoritairement « des hommes célibataires sans instruction en quête de prestations sociales »
 - La plupart d'entre eux sont des jeunes disposant d'un bon niveau d'éducation à la recherche d'un emploi. Près de la moitié sont des femmes.
 - Environ 80 % des migrations africaines sont motivées par l'espoir de meilleures perspectives économiques.
 - Les réfugiés ne représentent que 20 % des migrations africaines.
 - En 2017, le nombre total de réfugiés africains (≈7,4 millions) était à peine plus élevé que le nombre des seuls réfugiés syriens (≈6,3 millions).
- Les migrants ne sont pas « un fardeau pour les services locaux »
 - Ils constituent davantage une ressource appréciée et souvent même recherchée.
 - Dans de nombreux pays, les migrants représentent souvent la solution à des pénuries sectorielles de main-d'œuvre : ainsi en Afrique du Sud, les migrants originaires du Swaziland, du Lesotho, du Mozambique et du Zimbabwe comblent les besoins du secteur de la construction.
 - Les migrants ont un impact positif sur l'économie du pays d'accueil.
 - Les migrants dépensent environ 85 % de leurs revenus dans le pays d'accueil.
 - Ils ne pèsent ni sur les dépenses d'éducation, ni sur les dépenses de retraite.
 - La contribution des migrants aux PIB nationaux est estimée à 19 % en Côte d'Ivoire, 13 % au Rwanda et 9 % en Afrique du Sud.

Les migrations africaines sont d'abord et avant tout un sujet pour le continent africain, qui relève d'un débat africain impliquant l'ensemble des acteurs concernés, au premier rang desquels les jeunes

- Au niveau mondial, l'opinion à l'égard des migrations est généralement positive
 - Il n'y a qu'en Europe que plus de la moitié de la population perçoit le phénomène migratoire comme une menace pour la sécurité nationale, pour le bien-être socioéconomique et pour l'identité culturelle, et souhaite la diminution des taux d'immigration.
- Sur le continent africain, la majeure partie de la population souhaite voir les taux d'immigration se maintenir ou même augmenter
 - À l'échelle mondiale, le Rwanda est le troisième pays le plus accueillant à l'égard des migrants, bien qu'étant le pays africain avec la deuxième plus forte densité de population (après Maurice).
- Il est essentiel d'inclure la jeunesse africaine dans cette discussion, ne serait-ce que parce qu'elle constitue d'ores et déjà la majorité de la population
 - La veille du High Level Forum Ibrahim du samedi, la Fondation organise au préalable le *Now Generation Forum*, qui se tiendra en séance close, suivant le même ordre du jour. A la fin de la réunion, le NGF désignera trois panellistes pour le représenter aux discussions du lendemain.

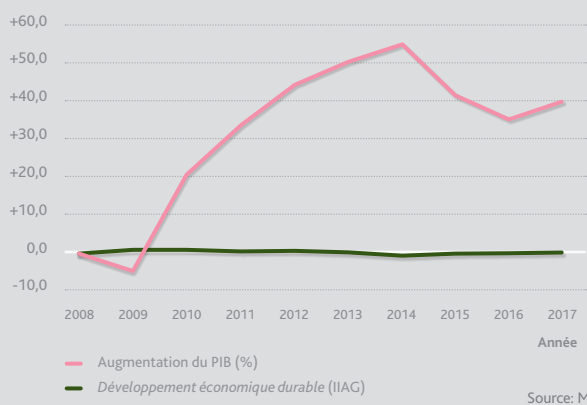
Session 2 - Une jeunesse explosive confrontée à une croissance sans emplois

LE VRAI SUJET : 80 % DES MIGRATIONS SONT MOTIVÉES PAR LA RECHERCHE D'UN EMPLOI OU DE MEILLEURES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

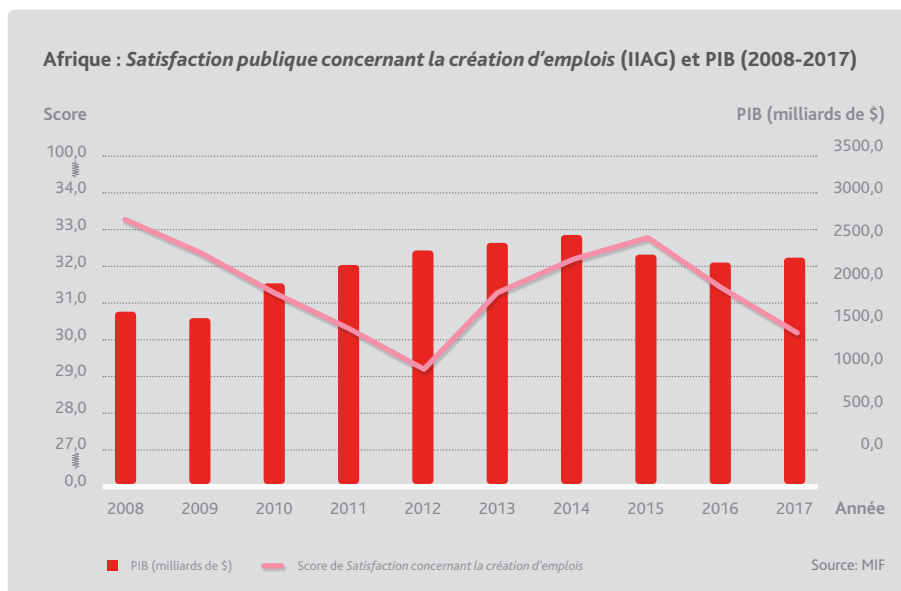
Le premier défi du continent africain : une jeunesse explosive dénuée de perspectives

- La jeunesse africaine : une préoccupation récurrente de la Fondation Mo Ibrahim
 - Lors du Forum 2012 (Dakar) sur la *Jeunesse*, puis lors du Forum 2017 (Marrakech) : « *Un point de bascule pour l'Afrique* ».
 - C'est aussi une des principales conclusions de *l'Indice Ibrahim de la gouvernance africaine* de 2018.
 - D'où l'organisation désormais chaque année, en amont du Forum Ibrahim, du *Now Generation Forum*.
- Explosion démographique
 - Environ 60 % de la population africaine a moins de 25 ans.
 - D'ici 2100, la population du continent africain devrait augmenter de plus de 180 %, tandis qu'elle diminuera parallèlement d'environ 21 % en Europe et de 28 % en Asie.
 - D'ici à 2100, la jeunesse africaine pourrait devenir équivalente au double de la population européenne totale.
- Une jeunesse sans perspectives

Afrique : Développement économique durable (IIAG) et PIB (2008-2017)



- Détérioration des résultats des politiques d'éducation
 - L'inadéquation entre le type ou le niveau de formation et les compétences demandées par les employeurs est plus marquée en Afrique que dans le reste du monde.
 - Dans de nombreux pays, le niveau d'éducation supérieure et les perspectives d'emploi sont faiblement corrélés : le taux de chômage des personnes ayant un niveau d'éducation supérieure est souvent plus élevé que celui des personnes avec un simple niveau élémentaire.
- Perspectives économiques limitées : chômage, secteur informel... ou migration et enrôlement dans les réseaux terroristes ?
 - Bien que conséquente, la croissance économique africaine de ces dix dernières années n'a débouché sur pratiquement aucune création d'emplois.
 - Pour la jeunesse africaine, le chômage devrait être la préoccupation numéro 1 du gouvernement.
 - En Afrique du Sud, deuxième économie du continent, 55 % des jeunes sont sans emploi.
 - D'ici à 2030, 30 millions de jeunes africains vont entrer chaque année sur le marché du travail.
 - L'Afrique subsaharienne à elle seule devrait créer 18 millions de nouveaux emplois chaque année pour absorber l'arrivée de ces jeunes sur le marché du travail, alors qu'elle n'en crée aujourd'hui que 3 millions par an.



- Des enquêtes effectuées sur plusieurs réseaux terroristes africains indiquent que la plupart des membres sont recrutés lorsqu'ils sont jeunes.
 - Plus de la moitié ont entre 17 et 26 ans au moment de leur enrôlement.
 - La recherche d'un emploi au moment du recrutement est le premier motif qu'ils invoquent.

L'évolution profonde du marché de l'emploi en Afrique et ailleurs

- Une désindustrialisation prématurée
 - En moyenne sur le continent africain, la contribution du secteur industriel au PIB et à l'emploi n'a que très faiblement progressé. Au cours de la dernière décennie (2008 – 2017), la contribution du secteur industriel au PIB a même diminué dans 25 pays du continent.
- La barrière des compétences
 - L'Afrique souffre d'un sévère handicap en termes de compétences
 - Selon l'Indice du capital humain (HCI) de la Banque Mondiale, qui mesure la sous-productivité de la future force de travail résultant d'une insuffisance d'investissement en capital humain (notamment santé et enseignement supérieur), deux pays africains seulement obtiennent un score supérieur à la moyenne mondiale (Seychelles et Maurice), tandis que les 5 pays les moins performants sont tous africains : Libéria, Niger, Mali, Soudan du Sud et Tchad.
- 4^e révolution industrielle : un changement fondamental du cadre et des modalités de la vie professionnelle
 - D'ici fin 2019, 2,6 millions de robots industriels pourraient être opérationnels dans le monde.
 - Environ la moitié seulement des principaux emplois contemporains perdureront d'ici 2022.
 - La 4^e révolution industrielle a également vocation à améliorer la situation de nombreux secteurs dont la faiblesse constitue aujourd'hui un des moteurs des migrations.
- Agriculture et agro-industrie : des perspectives considérables pour le continent
 - Le secteur agricole représente actuellement jusqu'à 60 % des emplois et environ un tiers du PIB du continent.
 - Il a vocation à rester le premier pourvoyeur d'emplois pour la jeunesse subsaharienne. Mais il reste trop souvent perçu comme une activité dépassée, non rentable et pénible.
 - Plusieurs technologies simples permettraient pourtant de résoudre les principales difficultés auxquelles sont actuellement confrontés les agriculteurs africains.

Session 3 - Gérer le processus : Renforcer la mobilité, actualiser les compétences, partager les responsabilités

LA POLITIQUE MIGRATOIRE DOIT ÊTRE UNE POLITIQUE D'ENCOURAGEMENT ET DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Modifier le regard porté sur le phénomène migratoire

- Les migrations humaines sont d'abord une dynamique fondamentale de l'histoire de l'humanité. Elles ont contribué à la formation de nombreux pays et de multiples richesses.
- Le vrai sujet, c'est la MOBILITÉ.

Gérer et renforcer la mobilité à tous les niveaux

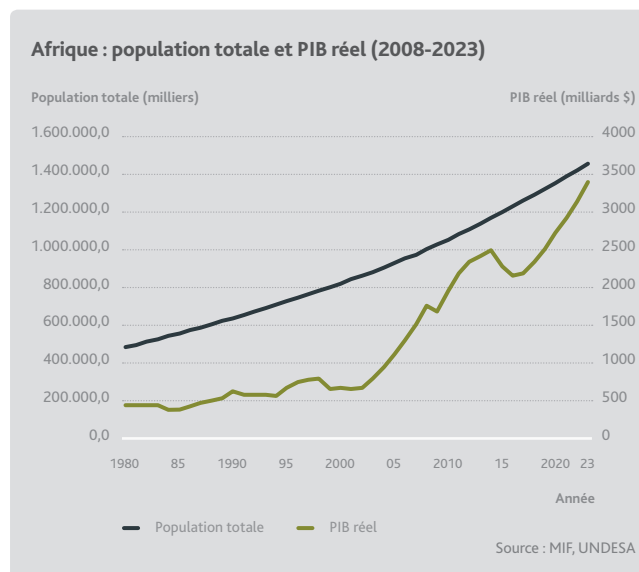
- Mobilité géographique
 - Contraindre ou s'opposer à la mobilité risque de conforter les migrations parallèles illégales et dangereuses.
 - En 2016, les revenus générés par les réseaux de trafic de migrants étaient estimés à 7 milliards de dollars. Cela équivaut au montant de l'aide humanitaire de l'Union européenne pour la même année.
 - Beaucoup à faire en matière de mobilité infra-continentale.
 - La nouvelle Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) constitue une étape fondamentale. Mais plusieurs pays manquent encore à l'appel de la ratification pour lui donner véritablement force exécutoire.
 - La CEDEAO est actuellement la seule communauté économique régionale à l'intérieur de laquelle les citoyens peuvent se déplacer sans visa.
 - Seuls 11 pays africains n'exigent aucun visa à l'entrée ou un simple visa à l'arrivée pour l'ensemble des citoyens africains.
 - Le réseau de transport au sein du continent africain demeure notablement insuffisant.
 - Avec une densité moyenne de 204 km pour 1 000 km² (dont un quart seulement goudronné), le réseau routier africain accuse un net retard par rapport à la moyenne mondiale (944 km de routes pour 1 000 km², goudronnées à plus de 50 %).
 - En 2018, seuls 5 pays africains étaient reliés par des vols directs à 20 autres pays au moins du continent : l'Afrique du Sud, l'Éthiopie, le Kenya, le Maroc et le Nigéria.
- Mobilité éducative et professionnelle
 - Au niveau mondial, le Rwanda est le premier pays à faible revenu s'agissant de la capacité à générer, encourager et retenir les talents sur son sol.
 - 22% seulement des étudiants africains qui partent à l'étranger optent pour une destination africaine.
 - La Chine est aujourd'hui la deuxième destination la plus prisée des étudiants africains, derrière la France.
 - L'Afrique compte en moyenne un établissement d'enseignement supérieur pour 471 000 étudiants, contre un pour 154 000 dans l'Union européenne.
 - Pour de nombreux employeurs en Afrique, il est souvent plus facile d'embaucher sur un emploi qualifié un expatrié non africain qu'africain.

Mettre en place de solides politiques d'accompagnement pour ne laisser personne sur le bord du chemin

- Instaurer des filets de sécurité pour les personnes âgées et les populations marginalisées ou dépendantes
- Réduire la fracture numérique
 - 66 % des citoyens africains n'ont pas accès à Internet.
 - Accès physique aux technologies de l'information et de la communication
 - Ressources et de compétences nécessaires à l'utilisation efficace de ces technologies.
- Renforcer les systèmes d'enregistrement d'état civil et de statistiques démographiques
 - Aucun pays africain ne dispose d'un système complet d'enregistrement des naissances.
 - En Afrique subsaharienne, 41 % des enfants de moins de 5 ans n'ont jamais été enregistrés à leur naissance.
 - La possession de papiers d'identité est la préoccupation première des migrants.

... ABORDER ENFIN LE SUJET DÉMOGRAPHIQUE

- Aussi prometteuse soit-elle, l'économie africaine continuera d'enregistrer une croissance inférieure à la croissance démographique si rien n'est fait pour inverser la tendance.



- En 2019, le PIB global du continent est légèrement inférieur à celui du Royaume-Uni, pour une population totale 20 fois supérieure.
- Neuf des dix pays affichant les plus forts taux de fécondité dans le monde sont africains.
- Le taux de fécondité moyen en Afrique subsaharienne est le double de la moyenne mondiale.